DÉLIBÉRATION N°2025-127

Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 27 mai 2025 portant approbation du modèle de convention de raccordement d'une installation de production en mer au réseau public de transport d'électricité

Participaient à la séance : Emmanuelle WARGON, présidente, Anthony CELLIER, Ivan FAUCHEUX, Valérie PLAGNOL et Lova RINEL, commissaires.

1. Contexte, compétence et saisine de la CRE

L'article L. 342-22 du code de l'énergie dispose que la « *convention de raccordement, liant le gestionnaire du réseau public de transport et le demandeur de raccordement, est établie sur la base de modèles publiés par ce gestionnaire. Ces modèles sont approuvés par la Commission de régulation de l'énergie, préalablement à leur publication. Ils sont révisés à l'initiative du gestionnaire de réseau de transport ou à la demande de la Commission de régulation de l'énergie* ».

Le modèle de convention de raccordement définissant les conditions de raccordement des installations de production en mer se compose de quatre parties :

- des conditions générales communes à toutes les installations de production ou de stockage (approuvées le 5 décembre 2024) ;
- des conditions particulières relatives aux « Caractéristiques des ouvrages de raccordement » (approuvées le 5 décembre 2024) ;
- des conditions particulières relatives aux « Caractéristiques et performances de l'installation » (approuvées le 5 décembre 2024) ;
- des conditions particulières relatives à la « Réalisation et financement des ouvrages de raccordement » (approuvées le 6 mai 2021).

Les conditions générales constituent un cadre obligatoire « *générique* » qui n'a pas vocation à être modifié par les parties lors de la signature de la convention, tandis que les conditions particulières doivent refléter les spécificités de chaque raccordement auquel elles s'imposent et contiennent donc des clauses devant être adaptées à chaque raccordement d'une installation de production en mer.

RTE a soumis, le 22 avril 2025, à l'approbation de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), un nouveau projet modèle de conditions particulières relatives à la « Réalisation et financement des ouvrages de raccordement » pour le raccordement des installations de production en mer au réseau public de transport d'électricité (ci-après « *Projet de modèle* »), accompagné du bilan de la concertation organisée au sein du comité des utilisateurs du réseau public de transport d'électricité (ci-après CURTE), les autres parties demeurent identiques à celles approuvées précédemment par la CRE.

L'objet de la présente délibération est d'approuver ce *Projet de modèle*. Ce document figure en annexe de cette délibération.

2. Concertation menée par RTE et saisine de la CRE

Dans le cadre du CURTE, RTE a lancé une concertation sur le Projet de modèle, le 9 janvier 2025 sous l'égide de la commission accès au réseau (CAR) et a organisé une consultation sur ce projet du 10 janvier au 3 février 2025. RTE a reçu une réponse à la consultation demandant des clarifications. RTE a répondu à ces demandes en ajustant le Projet de modèle dont il a saisi la CRE.

3. Description du Projet de modèle

Le modèle existant de conditions particulières relatives à la « Réalisation et financement des ouvrages de raccordement » dans son chapitre traitant la responsabilité pour faute (chaque partie est responsable des dommages qu'elle cause à l'autre partie), prévoit une exception concernant les biens et équipements qui sont confiés par une partie à l'autre partie pendant les travaux, (le propriétaire des équipements reste responsable de ses équipements, même lorsqu'ils sont confiés à l'autre partie notamment pour permettre leur installation sur la plateforme).

En pratique, cette exception incite les producteurs à confier leurs matériels le plus tard possible à RTE, voire quand le poste de raccordement est déjà en mer, multipliant les complexités et les risques sur le respect des délais.

Pour y remédier, dans le Projet de modèle dont la CRE est saisie, tout en se fondant sur le modèle existant de conditions particulières relatives à la « Réalisation et financement des ouvrages de raccordement », RTE propose de :

- supprimer l'exception à la clause de responsabilité pour faute concernant les biens et équipements qui lui sont confiés. Ainsi RTE portera la responsabilité en cas de dommage sur le matériel qui lui est confié par le producteur pendant les travaux de raccordement ;
- préciser que cette responsabilité de RTE cessera à la restitution des matériels au producteur ou, au plus tard, à la mise à disposition du raccordement.

4. Analyse de la CRE

4.1. Suppression de l'exception dans la clause de responsabilité

La suppression de l'exception à la clause de responsabilité dans ce projet de modèle permet de ne pas inciter le producteur à confier à RTE tardivement ses biens et équipements qu'il souhaite installer sur la plateforme en mer. Il peut ainsi remettre le matériel à installer sur la plateforme à RTE suffisamment en avance lorsqu'elle est encore en travaux à terre, minimisant ainsi le risque de recevoir trop tardivement ce matériel et de devoir l'installer en mer ce qui serait plus complexe et coûteux pour la collectivité.

Par ailleurs, cette modification ne modifie pas significativement la répartition des risques entre RTE et le producteur. La CRE y est donc favorable.

4.2. Durée de la responsabilité

La responsabilité de RTE sur le matériel dont il a la garde cesse à la première des deux dates suivantes :

- la date de restitution des matériels au producteur définie selon une procédure spécifique ;
- la date effective de mise à disposition des ouvrages de raccordement.

L'acteur ayant répondu à la consultation aurait souhaité que la seconde date soit celle du tirage et de l'installation des câbles inter-éoliennes sur le poste en mer. RTE n'a pas retenu cette proposition dans le Projet de modèle car :

- d'une part, la date effective de mise à disposition des ouvrages de raccordement proposée par RTE est le dernier jalon de responsabilité de RTE prévu par le modèle de convention de raccordement ;

- d'autre part, RTE n'a aucune maîtrise de la date du tirage et de l'installation des câbles inter-éoliennes celle-ci dépendant du producteur. Ainsi la CRE est favorable aux échéances retenues par RTE.

Approbation de la CRE

En application des dispositions de l'article L. 342-22 du code de l'énergie, la Commission de régulation de l'énergie (CRE) approuve les modèles de convention de raccordement liant le gestionnaire du réseau public de transport d'électricité, RTE, et les demandeurs de raccordement.

RTE a soumis, le 22 avril 2025, à l'approbation de la CRE, un nouveau projet modèle de conditions particulières relatives à la « Réalisation et financement des ouvrages de raccordement » pour le raccordement des installations de production en mer au réseau public de transport d'électricité, introduisant un cadre contractuel de raccordement adéquat et équilibré pour ces installations.

La CRE approuve le modèle de conditions particulières relatives à la « Réalisation et financement des ouvrages de raccordement » pour le raccordement des installations de production en mer au réseau public de transport d'électricité.

Conformément à l'article 35 du cahier des charges de concession du réseau public de transport d'électricité, RTE publiera ce modèle sur son site internet avant le 15 juin 2025.

A compter de cette date de publication, les conventions de raccordement que RTE signera avec les producteurs en mer pour leurs nouvelles installations et leurs installations existantes faisant l'objet d'une modification nécessitant une nouvelle convention de raccordement, devront être conformes au modèle tel qu'approuvé.

La présente délibération sera publiée sur le site internet de la CRE. Elle sera transmise au ministre chargé de l'énergie ainsi qu'à RTE.

Délibéré à Paris, le 27 mai 2025.

Pour la Commission de régulation de l'énergie,

La présidente,

Emmanuelle WARGON

Annexe

Projet modèle de conditions particulières relatives à la « Réalisation et financement des ouvrages de raccordement » pour le raccordement des installations de production en mer au réseau public de transport d'électricité soumis à la CRE le 22 avril 2025